

Signature d'un accord de paix et de réconciliation au Mozambique

ONU Info, 7 août 2019 Mozambique : L'ONU salue la signature d'un accord de paix définitif entre le gouvernement et l'ex-rébellion Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est félicité mercredi de la signature d'un accord de réconciliation le 6 août à Maputo, au Mozambique, entre le gouvernement et la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), l'ancienne rébellion devenue le principal parti d'opposition, 27 ans après la fin de la première guerre civile.

Le chef de l'ONU a félicité le Président Filipe Nyusi et le Président de la RENAMO, Ossufo Momade, pour la poursuite de leurs pourparlers directs et leur engagement à mener à bien le processus de paix, a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse. «Le Secrétaire général appelle toutes les parties prenantes nationales à contribuer à la paix, à la réconciliation et à la stabilité durables dans le pays. Il réitère l'engagement des Nations Unies à soutenir la mise en œuvre des accords de paix et à mettre en place un processus de réconciliation véritable et durable et de développement durable au Mozambique», a-t-il ajouté. Selon la presse, MM. Nyusi et Momade ont signé le document sur la place de la Paix, à Maputo, en présence de responsables venus de tout le continent et sous les applaudissements de milliers de spectateurs. Il s'agit de la troisième tentative de conclusion d'un accord de paix définitif. La RENAMO n'a en effet totalement désarmé et a maintenu une partie de ses combattants dans les montagnes du centre du Mozambique. Elle accusait le gouvernement de ne pas respecter ses engagements. Cet accord met un terme à un long processus de négociations et survient à quelques mois des élections générales, prévues le 15 octobre. La RENAMO s'est transformée en parti politique à l'issue d'une guerre civile de seize ans (1976-1992), mais elle avait repris les armes en 2013 contre le gouvernement dirigé par le Front de libération du Mozambique (FRELIMO). Un cessez-le-feu avait été déclaré en 2002, suivi de négociations de paix.